

PRODUITS PHARMACEUTIQUES

La production locale en volume représente désormais 45% du marché

En 2015, le secteur pharmaceutique algérien qui compte 143 unités opérationnelles de production s'est taillé 45% de parts de marché, totalisant un chiffre d'affaires de 1,3 milliard d'euros. L'objectif des 70% que se sont fixés les pouvoirs publics pour cette échéance de 2015 reste encore loin.

Lyas Hallas-Alger (Le Soir) - Dans son intervention, hier, lors de la rencontre sur l'industrie pharmaceutique en Algérie organisée dans le cadre du cycle des débats du Forum des chefs d'entreprises (FCE), le directeur général de la pharmacie au ministère de la Santé, Hammou Hafed, a indiqué que la nomenclature des médicaments a été assainie et ne compte plus que 4 270 médicaments.

Ainsi, la facture globale des produits pharmaceutiques en 2015 était de 3 milliards d'euros dont 2,8 milliards d'euros de médicaments, soit 91%. La part de la production locale a représenté en 2015 45% de cette facture. «En valeur, cette part, qui est de l'ordre de 1,3 milliard d'euros, s'est multipliée par cinq en dix ans. L'objectif des pou-

voirs publics est d'atteindre 70% en valeur. Le ministère de la Santé maintient ses efforts en ce qui le concerne pour davantage de facilitation en vue de soutenir cette industrie», a-t-il noté.

Comparativement à 2014, la facture des produits pharmaceutiques a baissé de 7%, ce qui représente en valeur 132,5 millions d'euros d'économie. La part des médicaments fabriqués localement a augmenté de 10%, contribuant à la baisse de la facture à hauteur de 3,25%.

Quant aux produits à usage hospitalier, le directeur général de la Pharmacie centrale des hôpitaux, Mohamed Ayad, n'a pas manqué d'exprimer sa satisfaction par rapport au bilan de 2015 où son établissement a dégagé un



Hammou Hafed annonce que la nomenclature des médicaments a été assainie.

bénéfice de 2 milliards de dinars (170 millions d'euros). «Nous avons réalisé un chiffre d'affaires de 75 milliards de dinars (625 millions d'euros). En volume, les

achats de produits locaux qui représentent le tiers des achats globaux ont enregistré une hausse à 1,9 milliard de dinars (160 millions d'euros) en valeur durant cet

exercice, soit un quart des achats», a-t-il détaillé. Et d'ajouter : «Les deux tiers des achats de la PCH relèvent des classes thérapeutiques de cancérologie (22,5 milliards de DA) et d'hématologie (12,9 milliards de DA).»

Il convient, enfin, de noter que les opérateurs ayant assisté aux débats ont soulevé le problème de la perte de change due à la dévaluation du dinar qui a perdu près de 40 % de sa valeur en deux ans, alors que les tarifs ne sont révisables que sur 5 ans. La crise secouant le pays à cause de la chute des prix du pétrole et ses répercussions sur les business-plans des fabricants contrarie ainsi le développement des nouveaux projets. Hammou Hafed a en tout cas rappelé que le problème est pris en charge pour les produits nouvellement enregistrés, et ce, au moment même de l'enregistrement où les opérateurs ont le choix de fixer les tarifs soit en dinar soit en monnaie étrangère.

L. H.

OUVERTURE DU PREMIER POINT DE BOURSE DANS LE SECTEUR BOURSIER

Rattraper les faux pas de l'emprunt obligataire

Un mois après le lancement de l'emprunt obligataire public, le premier point de bourse voit le jour au sein d'une banque publique. «Un évènement» qu'a célébré, hier, la Banque de l'agriculture et du développement rural (Badr).

Naouel Boukir - Alger (Le Soir) - «Une cérémonie» a été consacrée à cet effet au niveau de l'Agence Badr sise au boulevard colonel Amirouche, Alger. Elle a été sélec-

tionnée pour abriter le premier point de bourse sur le territoire national, inauguré hier. En quoi consiste-t-il ? Il s'agit d'un guichet où un représentant de la Bourse d'Alger assure l'échange d'informations et les procédures boursières pour les éventuels investisseurs. Faut-il rappeler que, bien après le lancement de l'emprunt obligataire, la quasi-totalité des guichetiers au niveau des banques publiques, particulièrement, n'avait pas connaissance du fonctionnement des marchés financiers.

Mais, selon Boualem Djebbar, P-dg de la Badr, l'introduction de ce point au niveau du secteur bancaire, en collaboration avec la Société de gestion de la Bourse d'Alger, va se généraliser aux autres établissements financiers de la capitale puis au restant des wilayas. Evidemment, le délai de cette

«expansion» n'a pas été communiqué. Toutefois, il dit être convaincu que ce point de bourse donnera «plus d'attractivité et l'impulsion nécessaire à un dynamisme boursier».

Mais est-ce un simple guichet qui boostera une culture boursière alors que les portes de la Bourse d'Alger demeurent plus fermées qu'ouvertes avec moins de sept entreprises à son actif (Alliance Assurance et la cimenterie Aïn Kbir, depuis peu). Son P-dg, Yazid Benmouhoub, a évoqué «une prise de conscience» quant à la place prépondérante de l'information dans l'achat et l'échange des titres financiers.

Assurément que l'information ne peut pas être plus déterminante qu'elle ne l'est sur les marchés financiers où la spéculation est une seconde nature. Visiblement, cette

prise de conscience n'a pas le mérite de survenir plus tôt. Puisque considérant les informations généralistes qu'abordent les affiches publicitaires minimalistes dédiées à l'emprunt obligataire national, l'anticipation n'a pas été au rendez-vous.

En clair, l'ouverture de ce point de bourse visant à dynamiser le marché boursier, en apparence, n'est qu'une autre tentative de rattrapage des faux pas du lancement précipité de l'emprunt public.

Surtout que la mise en place d'un environnement propice à son succès ne s'étant pas faite antérieurement. Maintenant que sa rentabilité est mise en doute, il est, manifestement, question de faire en aval ce qui devait s'effectuer en amont.

N. B.

OUARGLA

Simulation d'une opération de recherche et de secours d'un avion en difficulté

Un exercice simulant une opération de recherche et de secours, suite au crash d'un avion civil dans une zone désertique, à une dizaine de kilomètres à l'est de la daïra de N'goussa (Ouargla/ IV^e Région militaire), a été organisé hier par le commandement de la défense aérienne du territoire, a-t-on constaté.

L'exercice, Sarex 2016 (Search and Rescue exercice), mené en présence d'observateurs de différentes structures nationales militaires du ministère de la Défense nationale et civiles de la wilaya d'Ouargla, ainsi que d'observateurs militaires étrangers (Etats-Unis, Espagne et Italie), dans le cadre d'activités de coopération militaire bilatérale, a porté sur la simulation de la disparition des écrans radars d'un avion civil, avec à son bord 24 passagers dont 4 membres d'équipage, suite à un incident

technique. Selon le scénario de l'exercice, la disparition de l'appareil a donné lieu au déclenchement de l'état d'alerte de la part des services du contrôle aérien, suivi d'une coordination des opérations de recherches et de secours d'un appareil en détresse, à travers l'élaboration et la diffusion d'un plan de recherche et de secours aux instances militaires et civiles concernées, accompagnée du déclenchement du plan Orsec.

Les opérations d'intervention et de secours, pour lesquelles ont été mobilisés les moyens humains et matériels nécessaires, ont impliqué des éléments de l'Armée nationale populaire, de la Protection civile, des services de la santé, de la Gendarmerie nationale, des Douanes, du Croissant-rouge algérien et de l'entreprise Algérie Télécom.

Elles ont donné lieu à l'évacuation de victimes virtuelles, 4 morts et 20 blessés, vers l'établissement public hospitalier «Mohamed-Boudiaf» à Ouargla. Selon le service de communication de la direction de

la défense aérienne du territoire, l'exercice Sarex 2016, organisé annuellement dans le cadre de la formation et la préparation des éléments, militaires et civils, concernés par les opérations de recherche et de secours, intervient en application de la directive de préparation des forces, approuvée par le général de corps d'armée vice-ministre de la Défense nationale, chef d'état-major de l'ANP, pour l'année 2016.

L'exercice vise à placer en état d'alerte une série de moyens d'intervention pour secourir un avion en détresse, conformément au plan national du service aérien, concernant les opérations de recherche et de secours, selon la même source.

Ce type d'exercices constitue aussi une opportunité d'échange d'expériences et de connaissances entre les différents intervenants, et permet de tester le degré de préparation et d'aptitude des unités à réagir dans de telles circonstances de risques, a conclu la source.

APS

La dépouille de Mustapha Cheloufi inhumée au cimetière de Bouchaoui

La dépouille mortelle du général à la retraite et membre du Conseil de la nation, Mustapha Cheloufi, a été inhumée hier après-midi au cimetière de Bouchaoui en présence du président du Conseil de la nation, Abdelkader Bensalah, des membres du gouvernement et des officiers supérieurs de l'Armée nationale populaire (ANP), les proches du défunt et des personnalités politiques et historiques.

Mustapha Cheloufi est décédé lundi à l'hôpital militaire Mohamed-Seghir-Nekkache (Alger) à l'âge de 86 ans des suites d'une longue maladie.

Le défunt a intégré les rangs de la Révolution de libération pour contribuer, au nom du devoir sacré, au recouvrement de la liberté et de la souveraineté de l'Algérie et occupé plusieurs postes de responsabilité au sein de l'Armée nationale populaire après l'indépendance.

Il a été notamment commandant de la Gendarmerie nationale et secrétaire général du ministère de la Défense nationale (MDN).

Ingénieur d'Etat en agronomie, le regretté est également titulaire d'un diplôme d'une école militaire française.